

Montréal, le 17 juillet 2015

**Réf : 04-03-01/15-07-01**

**Objet : Demande d'accès en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q. c. A-2.1)**

---

Monsieur,

Nous accusons réception de votre demande d'accès datée du 9 juin 2015 faite en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., chapitre A-2.1), ci-après désignée « Loi sur l'accès ». Ainsi, vous mentionnez vouloir obtenir copie des rapports ou résultats d'évaluation et autres documents faisant état des constatations et des recommandations transmis au Secrétariat du Conseil du trésor par notre organisme au terme de travaux d'évaluation d'un programme en vertu de la *Directive concernant l'évaluation de programme dans les ministères et organismes*.

Nous vous informons que la Commission n'a transmis aucun document de cette nature au Secrétariat du Conseil du trésor. En conséquence, nous ne pouvons donner suite à votre demande.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

M<sup>c</sup> Christian Daneau, directeur  
Direction des services juridiques et secrétariat  
Responsable de l'accès aux documents et de la  
protection des renseignements personnels

CD/js

## **RECOURS**

Conformément aux articles 51 et 101 de la *Loi sur l'accès*, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV (articles 134.1 et suivants), demander à la Commission d'accès à l'information de réviser une décision rendue par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels qui refuse, en tout ou en partie, votre demande d'accès. Toute demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée.

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC  
575, rue St-Amable  
Bureau 1.10  
Québec (Québec) G1R 2G4  
Tél. : 418 528-7741  
Télééc. : 418 529-3102

MONTRÉAL  
500, boul. René-Lévesque Ouest  
Bureau 18.200  
Montréal (Québec) H2Z 1W7  
Tél. : 514 873-4196  
Télééc. : 514 844-6170

Sans frais : 1 888 528-7741  
[www.cai.gouv.qc.ca](http://www.cai.gouv.qc.ca)

La demande de révision doit être adressée à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision.

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours prévu à la loi.

**51. Écrit.** Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

**Recours.** La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

**101. Avis de recours.** Le responsable rend sa décision par écrit et en transmet une copie au requérant. Elle doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis l'informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai dans lequel il peut être exercé.

**135. Révision.** Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.

**Révision.** Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

**Délai.** Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai.